

505 LH 266 / 19

6112-5

(1945)

Reprise du Service des titres émis à l'étranger
Suspension de la Prescription

Lettre de la Banque Morgan à la S.N.C.F.	2. 8.45
Lettre de la Banque Morgan à la S.N.C.F.	2. 8.45
Lettre du Crédit Suisse à la S.N.C.F.	10. 8.45
Lettre S.N.C.F. au M. des Finances	1. 9.45
Lettre du M. F. à l'Ambassade de France à Berne	3.10.45
Dépêche du M. F. à la S.N.C.F.	3.10.45

Reprise du service des titres émis à l'étranger - Suspension
de la prescription.-

Ministère de l'Economie Nationale
et des Finances

Paris, le 3 octobre 1945

Direction du Trésor

6ème Bureau B
Opérations du Trésor
à l'Etranger P/YR
N°29 254

C O P I E

Objet: a/s de la reprise du service des emprunts des Chemins de Fer Français à l'étranger. Suspension de la prescription.

Réf. : V/lettre n° D.612/0 du 1er septembre 1945.

Monsieur le Président,

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu me transmettre les traductions de deux lettres adressées, le 2 août dernier, par la Banque Morgan Grenfell and Co à Londres, à Morgan et Cie Incorporated à Paris et à la S.N.C.F.

Cette Banque, qui est chargée du service des emprunts P.O. et Midi 4 % 1935 émis en Angleterre, vous invite, à l'occasion de la reprise de ce service à dater du 1er septembre 1945, à prendre position sur la question de la prescription des coupons échus depuis l'origine jusqu'à cette date. Elle propose de fixer la date de prescription de ces coupons uniformément au 1er septembre 1951, soit six années après la reprise du service.

Tenant compte de ce qu'il s'agit, en l'espèce, d'une prescription purement conventionnelle et que les usages anglais sont d'interpréter libéralement les clauses de cette nature, vous seriez d'avis de donner accord à Morgan Grenfell sur sa proposition en ce qui concerne les coupons mis en paiement le 1er septembre 1945, mais de limiter à un délai uniforme de 5 années, correspondant approximativement à la période d'interruption du service, la suspension de prescription des coupons payés à bonne date avant les événements de juin 1940.

Vous avez bien voulu me demander de vous faire part de mon sentiment à ce sujet.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, s'agissant de l'interprétation de contrats passés à l'étranger, je ne vois pas d'objection à l'adoption des solutions que vous préconisez.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.,
Service de la Comptabilité Générale et des Finances,

Vous m'avez adressé également, en me demandant de vous fournir les éléments de la réponse, un extrait d'une lettre du Crédit Suisse, relative à la reprise du service en Suisse des emprunts Midi 4 % 1930 et Alsace-Lorraine 4 % 1931.

Après avoir renouvelé les réserves qu'il avait cru devoir précédemment formuler sur les conditions de la reprise du service de ces emprunts, lesquelles ne lui paraissent pas conformes aux stipulations des contrats d'émission, le Crédit Suisse indique que, les coupons au 1er août 1940 et suivants étant encore attachés aux titres dont le règlement a été suspendu pendant l'occupation du territoire français par l'ennemi, la prescription quinquennale ne saurait être, à son avis, opposée aux porteurs de ces titres, conformément, d'ailleurs, aux assurances privatives déjà données dans une lettre de la S.N.C.F. du 22 janvier 1945.

Le Crédit Suisse désirerait toutefois obtenir confirmation de cette opinion.

Je vous signale que la même question m'a été posée à l'occasion de la reprise du service en Suisse des emprunts extérieurs 3 3/4 % et 4 % 1939 de la République Française. Vous voudrez bien trouver, sous ce pli, copie de la lettre que j'adresse à ce sujet à notre Attaché Financier à Berne.

J'incline à penser que vous pourriez répondre dans le même sens à la question que vous a posée le Crédit Suisse.

P. le Ministre et par autorisation,
Le Directeur du Trésor,

Signature.

Paris, le 3 octobre 1945

C O P I E

Le Ministre des Finances

29 253

à Monsieur l'Attaché Financier près l'Ambassade
de France à BerneOpérations du Trésor
à l'Etranger P/YRObjet: a/s de la reprise du service des emprunts français en Suisse.
Suspension de la prescription applicable aux intérêts.Réf. : V/lettre n° 4.731 du 7 août 1945.

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu me transmettre une lettre commune du Crédit Suisse et de la Société de Banque Suisse, relative à la reprise du service de l'emprunt extérieur français 4 % 1939.

Après avoir renouvelé, au sujet de la reprise du service de cet emprunt, les réserves qu'ils ont précédemment formulées, en ce qui concerne l'emprunt 3 3/4 % 1939, sur les conditions de la reprise qui ne leur paraissent pas conformes aux stipulations du contrat d'émission, les deux établissements précités signalent que, les coupons au 1er août 1940 et suivants étant encore attachés aux titres dont le service a dû être suspendu pendant l'occupation du territoire français par l'ennemi, la prescription quinquennale ne saurait être, à leur avis, opposée aux porteurs de ces titres, conformément aux assurances provisoires déjà données dans mes lettres des 26 décembre 1944 et 4 juin 1945. Ils désireraient néanmoins obtenir confirmation de cette opinion.

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'il est dans les intentions du Gouvernement de reporter à la fin du 6ème mois suivant la date de la cessation légale des hostilités le terme de tous les délais de prescription en matière de coupons, intérêts et dividendes, qui sont venus à expiration depuis le 1er septembre 1939.

Les porteurs qui n'ont pas pu, pendant la guerre, obtenir le règlement de leurs coupons, par suite des mesures prises par le Gouvernement français pour limiter à certaines catégories de porteurs le bénéfice du service en Suisse de nos emprunts disposeront donc, lorsque l'ordonnance actuellement en préparation aura été publiée, d'un délai d'au moins six mois pour faire régulariser leur situation et obtenir le paiement des sommes qui leur sont dues, observation étant faite que le service de nos emprunts est désormais assuré à tous les porteurs, à l'exclusion des personnes considérées comme ennemies ou représentant des intérêts ennemis.

Je me réserve, en outre, d'examiner avec bienveillance la situation des porteurs qui n'auront pu réunir les justifications requises qu'après la date qui sera fixée par l'ordonnance visée ci-dessus.

Je vous autorise à communiquer les indications qui précèdent aux établissements payeurs de nos emprunts en Suisse.

P. le Ministre et par autorisation,
Le Directeur du Trésor,
(s) M. BRUNET.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Service de la Comptabilité
Générale et des Finances

Paris, le 1er septembre 1945

D 612 / 0

C O P I E

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointes les traductions de deux lettres adressées par la Banque Morgan Grenfell and Co à Londres, en date du 2 août 1945, à Morgan et Cie Incorporated à Paris et à nous-mêmes.

Cette Banque, qui est chargée du service de nos emprunts P.O. et Midi 4 % 1935 émis en Angleterre, nous invite, à l'occasion de la reprise de ce service à dater du 1er septembre 1945, à prendre position sur la question de la prescription des coupons échus depuis l'origine jusqu'à cette date. Elle propose de fixer la date de prescription de ces coupons uniformément au 1er septembre 1951, soit six années après le reprise du service.

Tenant compte qu'il s'agit, en l'espèce, d'une prescription purement conventionnelle et que les usages anglais sont d'interpréter libéralement les clauses de cette nature, nous serions d'avis de donner accord à Morgan Grenfell sur sa proposition en ce qui concerne les coupons mis en paiement le 1er septembre 1945, mais de limiter à un délai uniforme de 5 années, correspondant approximativement à la période d'interruption de service, la suspension de prescription des coupons payés à bonne date avant les événements de juin 1940.

Je vous serais très obligé de vouloir bien nous faire savoir si vous n'avez pas d'objection à ces solutions.

Je vous adresse également un extrait d'une lettre du Crédit Suisse, relative à la prescription des coupons et titres amortis des emprunts Midi 4 % 1930 et A.L. 4 % 1931 et vous serais obligé de vouloir bien me fournir les éléments de la réponse à donner. Je vous signale à toutes fins utiles que cette question a déjà fait l'objet d'une correspondance antérieure avec vos Services (cf. notre lettre Fl n° 2827 A du 13 juin 1944, votre lettre 6° Bureau n° 22.806 du 26 décembre 1944).

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

P. Le Président du Conseil d'Administration,

Le Vice - Président,

Signé: de TARDE.

Monsieur le Ministre des Finances, Direction du Trésor,

CREDIT SUISSE
Zurich

Zurich, le 10 août 1945

Direction Générale

C C F I E

S.N.C.F.

V/Réf.: Fl n° 3.308 A

Service de la Comptabilité Générale et des
Finances, 17 rue de Londres, Paris.

Reprise du service de l'Emprunt 4 % Compagnie des
Chemins de fer du Midi 1930, Série Etrangère

Messieurs,

.....

Au sujet de la reprise du service de l'emprunt cité plus haut, nous nous permettons de vous confirmer nos lignes du 3 juillet 1945 et en particulier, les réserves que nous avons dû formuler, en ce qui concerne l'Emprunt Alsace-Lorraine 4 % 1931, sur les conditions de la reprise non conformes au contrat d'emprunt, réserves qui s'appliquent également à l'Emprunt 4 % Compagnie des Chemins de fer du Midi 1930, série étrangère. D'autre part, les coupons du 1er août 1940 et suivants étant encore attachés aux titres pour lesquels aucun règlement n'est actuellement possible, il va sans dire que, notamment, la prescription quinquennale ne saurait être opposée aux porteurs de ces titres, conformément d'ailleurs aux assurances provisoires déjà données dans votre lettre du 22 janvier 1945. Nous vous saurions gré de vouloir bien nous faire tenir votre confirmation y relative.

.....

MORGAN GRENFELL & C° LIMITED

G.P.O. Box n° 56
23, Great Winchester Street

London, le 2 août 1945

TRADUCTION

C O P I E

S.N.C.F.
Service de la Comptabilité Générale et des Finances
17 rue de Londres, Paris.

Messieurs,

Emprunt Midi 4 % sterling 1975
Emprunt Orléans 4 % sterling 1975

M.M. MORGAN & C° Incorporated nous ont écrit pour nous dire qu'ils seraient très heureux de recevoir nos instructions en ce qui concerne les paiements de tous les coupons n° 1 à 9 inclus qui pourraient être présentés à Paris, ainsi que pour les coupons n° 10 à 19 inclus, et nous leur avons répondu que nous étions d'accord sur la procédure envisagée.

Ils nous ont demandé de leur faire connaître quelles étaient les règles appliquées en ce qui concerne les prescriptions, et nous vous prions de trouver ci-joint copie de la lettre que nous leur adressons à ce sujet.

Nous serions très heureux si vous pouviez nous donner votre accord sur la position que nous avons prise, laquelle consiste à considérer la date de prescription pour les coupons n° 1 à 9 comme devant être le 1er septembre 1951. Nous vous serions également obligés de nous donner votre accord sur la date de prescription des coupons n° 10 à 19, laquelle serait à notre avis également le 1er septembre 1951.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.

P. Morgan Grenfell & C° Limited,
Signature
Directeur

W.M. MORGAN GRENFELL & CO LIMITED
LONDRES

2 août 1945

TRADUCTION

C O P I E

Messieurs Morgan & Cie Incorporated,
Paris

Messieurs,

Société Nationale des Chemins de fer Français

Emprunt Midi 4 % sterling 1975

Emprunt Orléans 4 % sterling 1975

Nous vous remercions pour votre lettre du 23 juillet dernier.

Nous vous remercions très vivement d'effectuer à Paris le paiement de tous les coupons n° 1 à 9 inclus qui peuvent vous être présentés dans les mêmes conditions que celles où vous assurez le paiement des coupons n° 10 et suivants.

En ce qui concerne la question de la prescription, vous remarquerez que d'après les conditions portées sur les obligations dont nous vous avons fait parvenir les spécimens le 24 juillet dernier, la date de prescription des coupons est de 6 ans après la date d'échéance. Nous pensons que la Société Nationale serait d'avis d'étendre cette période en ce qui concerne les coupons n° 1 à 9, eu égard aux circonstances spéciales nées des hostilités, et nous lui écrivons afin de décider quelle serait la date de prescription appropriée, et nous vous tiendrons au courant en temps utile. Nous vous confirmerons en même temps que le point de vue de cette Société concorde avec le nôtre en ce qui concerne la date de prescription des coupons n° 10 à 19, laquelle se situerait au 1er septembre 1951.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée.

Morgan Grenfell & Co Limited,
Signature
Directeur